Volume 16
Numéro 4
Automne 2013

COMITÉ LOGEMENT RIVE-SUD

Bulletin du Coloc

Longueuil doit passer de la parole aux actes

Des militantes et des militants de trois organismes communautaires se sont rassemblés sur un terrain vague puis se sont dirigés vers le 300 de la rue Saint-Charles ouest en scandant des slogans afin d'exprimer leur exaspération en ce qui concerne le peu de progrès qui est fait sur la question des problèmes de logement à Longueuil. Les organismes mobilisés sont la Maison de la famille La Virevolte, le Bureau de consultation jeunesse et le Comité logement Rive-Sud.

Le porte-parole de la Maison la Virevolte, Serge Héroux affirme qu' «Il faut que ça bouge parce qu'à Longueuil il y a des problèmes de logements. Pourquoi? Parce qu'une part importante des logements est en mauvais état et parce que trop de logements sont transformés en condos. Il faut que ça bouge parce que nous avons des solutions à proposer et parce que la Ville de Longueuil a le pouvoir d'y répondre».

Des logements mal entretenus

Combien de fois avez-vous entendu que des ménages locataires vivent dans des logements mal entretenus? Tous les jours, des locataires vivent dans des logements où se côtoient coquerelles et vermines, vivent dans des logements aux prises avec des problèmes de moisissure, d'humidité ou dans des logements impropres à l'habitation. Selon les plus récentes données recensées par Statistiques Canada, près de 4 000 logements ont des besoins de réparations majeures à Longueuil.

En réponse aux demandes des organismes défendant les droits des locataires, la Ville de Longueuil a adopté, en 2009, un code du logement. Malgré l'adoption de ce règlement, les locataires et le milieu remarquent qu'il y a très peu d'inspecteurs dédiés à répondre aux appels des locataires pour ce type de problème. De plus, lorsque l'on répond, les délais de visite sont extrêmement longs et que les dossiers manquent de suivis.

Le conseil municipal annonçait récemment qu'il réclamait du gouvernement du Québec de nouveaux pouvoirs afin de mieux protéger les locataires. Or, pour les trois organismes communautaires, cette réponse est une façon de noyer le poisson. Cela fait des années que fonctionnaires et élus nous disent qu'ils sont en attente de ces pouvoirs. La demande ne serait donc pas récente. Surtout, l'attente d'une réponse de Québec ne justifie en rien le manque de rigueur dans l'application du code adopté en 2009. «Qu'est-ce que ça donne de demander à Québec le pouvoir de donner des amendes de $ 20 000 quand, jusqu'à preuve du contraire, la ville n'a jamais utilisée l'amende maximale qui est dans son règlement actuel» déclare François Giguère du Comité logement Rive-Sud.

Suite page 8

Nos dernières activités de mobilisation

Pour mettre fin à la misère!

Le 2 octobre dernier, des hommes et des femmes de plusieurs horizons, des intervenantEs d'organismes communautaires, des participantEs et des locataires ont marché dans le Parc de la Cité de la ville de St-Hubert pour dénoncer la misère qui sévit actuellement. Cette marche était organisée par la Table d'entraide de St-Hubert et elle s'inscrivait dans le cadre de la Journée internationale de la pauvreté du 17 octobre.

Un scandale qu'on ne peut ignorer ! Voici le mot d'ordre de la Table d'entraide de St-Hubert lancé lors de cette activité du 2 octobre 2013. La pauvreté est une réalité qu'on a malheureusement tendance à oublier ou en faire de l'aveuglement volontaire. Pour ce qui est de la situation des locataires de St-Hubert, les coûts du logement ont augmenté de près de 26% au cours des dernières années. Plus de 3 ménages locataires sur dix, soit 35%, consacrent plus du tiers de leurs revenus pour se loger. Pour les femmes, la situation n'est pas plus rose. En effet, ce sont 55% de leurs revenus qui passent dans la portion logement. Une réalité que l'on ne peut passer sous silence. Un vrai scandale !

Budget d'austérité ? C'est toujours les mêmes qui paient!

Samedi, le 28 septembre, plus de 2 500 personnes venant des groupes communautaires, des organisations syndicales et des organismes de la société civile ont marché dans les rues de Montréal contre les certaines mesures d'austérité du gouvernement Marois.

Dans le cadre de cette mobilisation et afin de dénoncer les hausses prévues des tarifs d'hydro-électricité, le Comité Logement Rive–Sud a regroupé environ une quarantaine de membres.

Au cours de la dernière campagne électorale de 2012, les péquistes proposaient un gel des tarifs d'hydro-électricité. Arrivé au pouvoir, le gouvernement péquiste a changé son fusil d'épaule et a décidé, en juin dernier, de dégeler le bloc patrimonial d'Hydro-Québec. La hausse des tarifs réclamée par Hydro-Québec pour le 1er avril 2014 atteindrait 5,8 % ! Il s'agit de la plus forte hausse des tarifs depuis 15 ans, de sorte que pour 2014, la facture d'électricité augmenterait d'environ 75 $ par ménage, par année. L'augmentation de la facture des locataires dont le logement est mal isolé pourrait même dépasser 100 $, voire 150 $ l'an prochain. Cette situation nous scandalise, comme bien d'autres encore!

Les membres de l'équipe de travail et du Conseil d'administration se rencontrent!

Les 23 et 24 septembre dernier, l'équipe de travail et les membres du Conseil d'administration du Comité Logement se sont rencontrés à la base de plein air l'Intervalle pour un lac à l'épaule. Pendant ces deux jours, on a discuté de développement de nouveaux logements sociaux, de défense de droits, de mobilisation des membres, du passage de l'intervention individuelle à l'intervention collective, de notre expérience avec l'organisme SOLIDES et du devenir du Comité Logement. Chaque membre du CA et de l'équipe de travail ont discuté en toute liberté et dans le respect de chaque opinion. Des moments de randonnées pédestres et de repos ont été également réservés pour les membres. Pour les membres du conseil d'administration, cette expérience a été enrichissante et ils souhaitent qu'elle se reproduise l'année prochaine.

COMITÉ LOGEMENT

ChèrE membre du Comité logement,

De la part de toute l'équipe du Comité Logement Rive-Sud, il nous fait grand plaisir de vous inviter au *Party de Noël 2013 du Comité*. Cette année il aura lieu mercredi 11 décembre. Les membres sont invités à se rendre au 311 McLeod pour 17h. Pour les gens qui le désire, des transports sont disponibles. Il est important de réserver votre place avant vendredi le 7 décembre au (450) 812-8228 ou le (450) 699-3060 poste 5

Nous aimerions vous voir en grand nombre!

Les membres du Conseil d'Administration et les employés vous remercient de votre généreuse contribution aux activités et surtout de partager, avec nous, les réussites et les accomplissements du Comité Logement ! Merci de votre soutient!

Nous vous souhaitons à tous un joyeux Noël et une Bonne Année!!

Attention : pour les membres seulement

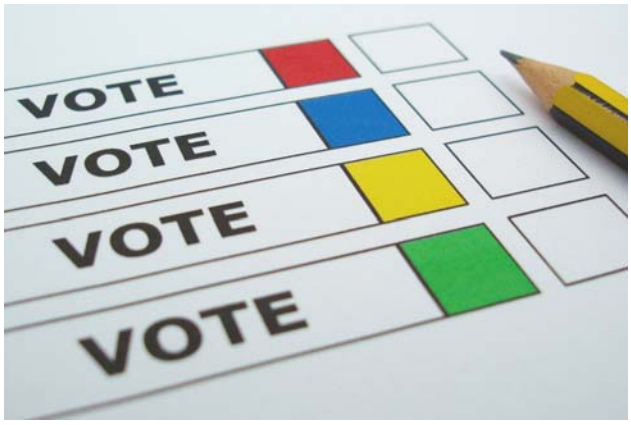
Élections municipales du 3 novembre 2013 dans le Roussillon

Les élections municipales sont terminées. Nous retiendrons de ces élections qu'elles n'ont pas été l'occasion de grandes promesses sur la question du logement et de la lutte à la pauvreté sur la Rive-Sud de Montréal. Le peu d'engagement en ce sens est évocateur du peu d'intérêt que portent la plupart des candidats et candidates aux enjeux qui touchent directement des dizaines de milliers de citoyens et citoyennes. Très peu de sang neuf dans les municipalités du Roussillon malgré une campagne électorale entaché par les scandales sur la complicité entre le monde municipal et celui de la construction.

À Châteauguay : La chef du parti Action citoyenne **Nathalie Simon** a été déclarée réélue avec 7302 voix contre 4536 pour son adversaire Steve Brisebois. Ce résultat représente 62 % des suffrages pour la gagnante, soit un peu plus que les 57 % enregistrés en 2009 (deux conseillers élus ne sont pas membres d'Action citoyenne Équipe Nathalie Simon).

Quatre maires ont quant à eux été réélus d'office, faute d'opposition. Il s'agit de :

M. Normand Dyotte de Candiac (tous les conseillers élus font partie de l'Équipe action Candiac); **M. Gilles Meloche** à Delson (tous les conseillers élus font partie de Action Delson);



Mme Lucie Roussel à La Prairie (seulement une conseillère indépendante a été élue, les autres sont membres du Parti de l'équipe Lucie Roussel); **M. Réal Turgeon** de Saint-Isidore (aucun élu de Saint-Isidore n'est membre de parti politique ou équipe)

La Ville de Léry quant à elle a un nouveau maire à la suite des élections municipales. **M. Walter Letham** a été élu avec 517 votes ce qui représente 44,08 % des suffrages (le maire et les conseillers élus sont tous indépendants). À Saint-Philippe : c'est sans surprise que la mairesse de Saint-Philippe **Mme Lise Martin** à été réélue avec 68,16 % des votes. (Tous les conseillers élus font partie de l'Équipe Martin). À Mercier : un des changements les plus marquants est le fait que l'équipe du Maire sortant de Mercier a été décimée par l'équipe de **Mme Lise Michaud**. Cette dernière est élue au poste de Mairesse et quatre de ses six candidats à des postes de conseillers ont été élus. À Saint-Mathieu : la Mairesse sortante **Mme Lise Poissant** a été réélue avec 61,8 % des voix (seulement un conseiller élu n'est pas dans l'Équipe Lise Poissant). À Sainte-Catherine : la Mairesse sortante **Mme Jocelyne Bates** a été réélue avec une majorité de 75,41 % des voix et 4 conseillers de son équipe ont été réélus sans opposition (tous les élus sont membres de l'Équipe Bates). Deux maires très contestés de la Rive-Sud ont été remplacés, soit Michel Lavoie de Saint-Rémi qui a souvent été mis en accusation pour des gestes commis lors de son dernier mandat et le Maire de Saint-Constant, monsieur Gilles Pépin, tout aussi contesté, qui est remplacé par **monsieur Jean-Claude Boyer**. Ce dernier aura un conseil municipal partagé à parts égales entre ses partisans et ceux de l'équipe de son rival, monsieur Guy Brault. À Sainte-Martine : il y a des candidats franchement intéressants qui ont été élus au Conseil municipal de Sainte-Martine, une municipalité qui fait partie du territoire du Comité logement. En effet, un nouveau mandat de quatre ans a été donné à Mme Maude Laberge et le nouveau maire, **Éric Brault** (avec qui nous avons travaillé à l'élaboration de la nouvelle politique familiale) et une équipe renouvelée (5 nouveaux venus sur 7!).

Élections municipales du 3 novembre 2013 dans l'Agglomération de Longueuil

À Longueuil il n'y a pas eu de couronnement, mais c'était tout comme. En effet, malgré la candidature de M. Pardo Chiocchio, Mme **Caroline St-Hilaire** du parti Action Longueuil a remporté la mairie avec 87,30 % des voix. Pour le Comité logement, cela signifie que nous devons continuer nos pressions sur la ville pour qu'elle puisse répondre à nos revendications. Rappelons que le Comité logement demande que la ville s'engage à tout mettre en œuvre pour qu'il y ait 2000 nouveaux logements sociaux d'ici 5 ans. Pour y arriver, la Ville doit constituer une réserve foncière destinée à la réalisation de logements sociaux; obliger dans tout projet de développement immobilier des promoteurs privés à intégrer 20% de logements sociaux et 50% lorsque la ville est propriétaire du terrain. Elle doit agir avec énergie pour une meilleure application de son code du logement.

Sur ce dernier point, l'inaction de la ville est particulièrement troublante. En effet quand on dit à la ville qu'il y a un problème dans l'application de son code du logement elle nous répond que c'est du ressort du Gouvernement du Québec. Ce qui est faux, la ville n'a pas besoin du gouvernement du Québec pour engager un nouvel inspecteur ou pour appliquer les amendes prévues à son règlement, elle a simplement besoin d'un peu de volonté politique. Selon les fonctionnaires du service d'urbanisme de la ville, leur protocole prévoit jusqu'à 5 visites avant qu'une amende soit donnée au propriétaire. C'est qui n'a pas de sens, c'est comme si un policier attendait qu'un automobiliste brule 5 feux rouges avant de sévir. Les amendes devraient être données dans de plus brefs délais. Encore une fois, la ville prend le parti des propriétaires et pendant ce temps des locataires vivent dans des logements insalubres qui leur causent des problèmes de santé.

À Brossard le maire sortant, M. **Paul Leduc**, a été réélu par ses concitoyens avec 64.25 % des votes. Notons qu'à Brossard nous n'avons pas rencontré de fermeture de la part de la ville quant à nos préoccupations. Il y a beaucoup de travail à faire à Brossard pour que les locataires soient bien défendus. Le Comité Logement a hâte de voir les orientations que va prendre la ville de Brossard concernant le droit au logement.

À Boucherville le maire sortant **Jean Martel** a été réélu avec une imposant 85,85 % des votes. Les villes de St-Lambert et de St-Bruno de Montarville ont connu des changements d'administration. Pour le moment le Comité logement est peu actif sur ces territoires, mais demeure vigilant pour s'assurer que les droits des locataires soient défendus et pour promouvoir le logement social.

Manifestation à Ottawa
Un 27 novembre mobilisant !

Plus de 500 personnes, dont une quarantaine du Comité Logement Rive-Sud ont marché et brandit la tempête le 27 novembre dernier à Ottawa pour demander au gouvernement conservateur d'annoncer sans plus tarder la poursuite des subventions qu'il verse depuis des décennies aux HLM, aux coopératives d'habitation et aux OSBL en habitation. Partant de Longueuil, le Comité Logement s'était joint les membres de la Virevolte et de Châteauguay, les membres sont allés rejoindre ceux du Comité Logement de Beauharnois. Deux autobus partaient donc de la Rive-Sud pour rejoindre les 500 militants mobilisés par les comités de

Montréal, de l'Outaouais, de Québec, de la Mauricie, de l'Abitibi… On notait également la forte présence de la Fédération des coopératives d'habitation intermunicipal du Montréal métropolitain (FECHIIM), de la Fédération des locataires des HLM du Québec (FLHLMQ), etc., tout aussi préoccupées par la situation des fins de convention. La manifestation a d'ailleurs débuté devant une coopérative d'habitation de Gatineau, qui sera prochainement privée de subventions fédérales.

« La situation des mal-logés et des sans-abri est beaucoup trop grave pour laisser Stephen Harper abandonner le logement social, en mettant fin aux subventions à long terme qu'il accorde encore à près de 600 000 logements sociaux existants au Canada dont 127 000 au Québec et 227 000 en Ontario ». C'est en ces termes que François Saillant, coordonnateur du FRAPRU, a interpelé le premier ministre lors de la manifestation qui s'est terminée devant ses bureaux de l'Édifice Langevin, à Ottawa. Sur

la Rive-Sud, ce sont plus de 5000 logements sociaux qui sont touchés par les fins de conventions. Des tentes rouges illustrant l'urgence des problèmes de logement et d'itinérance y ont été déployées... et attachées. Ottawa, on t'lâchera pas tant et aussi longtemps que tu ne répondras pas positivement à notre revendication.

Le Comité Logement Rive-Sud et le FRAPRU demandent aussi à Ottawa de changer radicalement de cap, en majorant plutôt ses budgets en habitation pour pouvoir venir en aide à un plus grand nombre de familles et de personnes. Ces revendications sont partagées par plusieurs autres groupes du reste du Canada, membres d'une toute nouvelle Coalition canadienne pour le droit au logement. D'autres actions ont eu lieu à ce sujet depuis le 22 novembre à Toronto, Winnipeg et Vancouver.

1978-2013 : Le Comité logement Rive-Sud a 35 ans

Comment une discussion de cuisine en 1978 à Châteauguay s'est-elle transformée en une importante organisation pour la défense du droit au logement sur l'ensemble de la Rive-Sud de Montréal? Voici la petite histoire du Comité logement Rive-Sud.

En effet en 1978 quelques locataires d'un immeuble de logements de la rue Primeau à Châteauguay se réunissaient afin de discuter de la perte d'une aide gouvernementale qui allait faire en sorte que leurs loyers allaient augmenter dramatiquement. Simultanément, d'autres citoyens constataient que les locataires à faibles revenus avaient très souvent des difficultés à se loger convenablement à un coût raisonnable. Leur conclusion : il faut des Habitations à loyers modiques (H.L.M.) à Châteauguay. Les organisateurs communautaires du CLSC Châteauguay, Alice Herzcovitch et Carlos Borges allaient devenir le ciment entre ces différentes personnes et ils fondèrent le Comité des citoyens pour le logement de Châteauguay.

Rapidement, ce groupe est devenu un collectif utilisant des moyens de pression etdes démarches politiques afin de gagner le soutien des élus et de la population aux demandes de constructions de HLM. Très réfractaires à l'origine, le maire Philippe Bonneau, son Conseil municipal et une bonne partie des citoyens ont été progressivement convaincus. Un projet à la fois, Châteauguay s'est donc difficilement doté d'un important parc de HLM, près de 300 soit une des 15 plus important au Québec.

Malheureusement, en 1994 près de 15 ans de développement de logements sociaux à Châteauguay furent interrompus par la décision du gouvernement canadien de ne plus investir dans ce domaine. Une lutte épique pour la conversion en HLM de l'immeuble situé au 41 de la rue St -Hubert fut couronnée de succès, mais laissât les membres avec peu de possibilités pour aller de l'avant. La mise en place du programme PARCO par le gouvernement du Québec fut la bouée de sauvetage. C'est grâce à ce programme que le Comité mit en place les Habitations Solidarité Châteauguay et qu'un organisateur communautaire du CLSC en fit autant avec Habitation Philomène à Mercier.

Dès lors, le Comité qui avait changé de nom pour s'appeler le Comité logement social de Châteauguay et il devint très actif dans le développement de projets de logements sociaux. C'est ainsi que furent mis en place au fil des ans Habitations Aux Baux Soleils (46 logements), Habitations Solidarité (32 logements), Habitation Philomène (30 logements), Habitations de la Vallée des Tisserands (12 logements), Habitations Logis-ciel (26 logements), Habitations Sambault (24 logements), Habitations de la Rive Ste-Catherine (31 logements), Habitation La Rémoise (48 logements), Habitation La Gaillarde (36 logements). En plus, le Comité a créé la Fédération des OSBL d'habitation de la Montérégie et la Société locative d'investissement et de développement social qui après plus de 10 ans de travail possède plus de 350 logements à Châteauguay, La Prairie et Longueuil.

Depuis 5 ans, le Comité logement social de Roussillon (eh oui, changement de nom) a développé un important volet de défense des droits des locataires. Plusieurs activités collectives sont organisées afin que les locataires de la région puissent partager leurs connaissances et en acquérir de nouvelles au sujet de leurs droits. De plus, ce sont des centaines de personnes qui font appel à nos conseils chaque année pour faire valoir leurs droits.

Maintenant, le Comité logement Rive-Sud (dernier changement de nom, c'est promis) a des membres qui habitent cette l'agglomération de Longueuil, certains de ceux-ci siègent au Conseil d'administration et des employés travaillent dans un bureau qui y est ouvert depuis 2011.

L'histoire du Comité logement Rive-Sud est donc l'histoire d'un développement de logements sociaux et de services importants pour les locataires d'un territoire de plus en plus grand. Mais surtout, surtout, c'est le fruit de l'implication des centaines de militantes et de militants qui ont participé à des centaines d'actions et d'activités pour faire des pressions sur les gouvernements pour qu'il y ait des programmes de développement de logements sociaux et aussi sur les villes pour qu'elles acceptent que de tels projets se fassent sur leurs territoires et qu'elles adoptent des règlements municipaux favorables aux droits des locataires.

Beaucoup de luttes ont été gagnées, mais encore plus restent à être menées. Longue vie au Comité logement Rive-Sud.

Nous demandons à la Ville de Longueuil de faire la promotion de son Code du logement, d'en faire la publicité et qu'elle engage des inspecteurs formés et dédiés entièrement aux problèmes de logement et que les délais soient également réduits.

Des transformations des logements en condos

Depuis plusieurs années, les ménages locataires constatent la transformation de leurs logements en condos. Les chiffres sont clairs, entre 2002 et 2013, plus de 2 900 ménages locataires de la Ville de Longueuil ont été chassés de leur logement à cause de la transformation de leur logement en condos.

Au mois de décembre 2012, dans la foulée de la Commission populaire itinérante pour le droit au logement et des sorties publiques faites par des organismes du milieu du rapport, les élus de la Ville de Longueuil adoptaient un règlement visant à répondre à cette situation. Or le règlement adopté par Longueuil, la dernière grande ville québécoise à en adopter un, est un des règlements les plus laxistes de toute la province; la transformation sera autorisée si le taux de vacances des logements locatifs est d'au moins 2%. Empressée d'adopter quelque chose suite aux sorties médiatiques de novembre 2012, la ville de Longueuil a montré moins d'enthousiasme suite aux nombreux appels à la collaboration pour produire un règlement qui protégera vraiment le stock de logements locatifs.

Dans les faits, l'administration municipale vient dire aux locataires que, règlement ou pas, la conversion des logements en condominiums va continuer de se faire dans la Ville de Longueuil.

Des loyers qui coûtent les yeux de la tête… le logement social comme nécessaire

Depuis plusieurs années, les loyers des ménages locataires augmentent à un rythme fou. De 2001 à 2012, les loyers ont augmenté de 36 % sur le territoire de la Ville de Longueuil, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Il est donc primordial que la Ville de Longueuil ne ferme pas les yeux et, afin de répondre aux ménages locataires aux prises avec des loyers extrêmement chers, qu'elle réalise un minimum de 2 000 logements sociaux d'ici les 5 prochaines années. Elle atteindrait ainsi la moyenne québécoise. Pour y arriver, la Ville de Longueuil doit, entre autre, constituer une réserve foncière de terrains et d'immeubles et les réserver pour le développement de nouveaux logements sociaux, particulièrement pour les familles et les personnes seules

Ce Bulletin est publié et distribué par le Comité de logement Rive-Sud
311 rue McLeod, Châteauguay, J6J 2H8, 450 699-3060, 1-866-399-3060
238 rue Saint-Louis, Longueuil, J4R 2L6, 450-812-8228